



En 2023, le traité de Lausanne prend fin. Les frontières de la Turquie dessinées par ce traité seront-elles caduques?

Par [M. K. Bhadrakumar](#)

Mondialisation.ca, 12 octobre 2022

[Indian Punchline](#) 2 octobre 2022

La particularité des traités de paix est qu'ils n'ont, en théorie, pas de date d'expiration. Alors que l'accord de Lausanne a été, lui, signé pour une période de cent ans. Paraphé entre la Turquie d'une part, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Grèce et leurs alliés d'autre part. L'approche de cette date ne fait qu'accentuer la situation existentielle difficile qui est au cœur de la politique étrangère de la Turquie puisque dans quelques mois l'entente forcée de Lausanne sera caduque.

Une légère agitation s'est produite après la récente rencontre du ministre des affaires étrangères indien, S. Jaishankar, avec son homologue turc, Mevlut Cavusoglu. Tête à tête qui s'est tenu en marge de la session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York le 21 septembre, l'info qui a agité la diplomatie fût d'apprendre que Chypre figurait aussi dans leur discussion. Ce que Jaishankar a souligné dans un tweet.

Les médias indiens ont instinctivement fait le lien entre cette présence chypriote et la référence à la question du Cachemire faite par le président turc Recep Erdogan, lors de son discours à l'ONU. En tant qu'érudit-diplomate, S. Jaishankarsait sait parfaitement que la question chypriote est dans l'actualité ; et que les conditions de la nouvelle guerre froide qui s'instaure lui insufflent une nouvelle force, et que les tensions montent entre grecs et turcs. Rivalité souvent comparée à l'animosité opposant l'Inde et le Pakistan, à propos d'une autre « Partition » historique de l'histoire. La perte de Chypre étant, en 1923, la conséquence du Traité de Lausanne mettant fin à l'Empire ottoman.

La particularité des traités de paix est qu'ils n'ont, en théorie, pas de date d'expiration. Alors que l'accord de Lausanne a été, lui, signé pour une période de cent ans. Paraphé entre la Turquie d'une part, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Grèce et leurs alliés d'autre part. L'approche de cette date ne fait qu'accentuer la situation existentielle difficile qui est au cœur de la politique étrangère de la Turquie puisque dans quelques mois l'entente forcée de Lausanne sera caduque.

La réalité stupéfiante est que le 24 juillet 2023 les frontières modernes de la Turquie deviendraient donc « obsolètes ». Et les articles secrets du traité de 1923, ceux-là signés par les seuls diplomates turcs et britanniques, prévoient une série d'événements étranges :

les troupes britanniques réoccuperont les forts surplombant le Bosphore, le patriarche grec orthodoxe ressuscitera un mini-État byzantin dans l'enceinte de la ville d'Istanbul et la Turquie pourra enfin exploiter les vastes ressources énergétiques, jusqu'à présent interdites, de la Méditerranée orientale (et, peut-être, récupérer la Thrace occidentale, une province de la Grèce).

Bien sûr, en dépit du droit, rien de tout cela ne devrait se produire. Néanmoins, le syndrome de la « fin de Lausanne » reste un mythe fondamental et s'intègre parfaitement dans le révisionnisme historique selon lequel Atatürk aurait dû obtenir un bien meilleur accord des puissances occidentales.

Tout ceci ne fait que souligner l'ampleur du possible drame, massivement sous-estimé, dont Chypre est l'épicentre. Il suffit d'imaginer les fossés qui se creusent entre la Turquie, la Grèce et Chypre, au sujet du putatif partage des réserves d'hydrocarbures offshore -pour être compris du plus endormi des diplomates.

L'élite dirigeante turque estime que c'est sous la contrainte que la Turquie a signé le traité de Sèvres en 1920 et le traité de Lausanne en 1923. Simples signatures qui symbolisaient la perte de vastes étendues de terres considérées comme une part de la patrie. Erdogan rejette toute conception qui considère 1919 comme le début de l'histoire moderne de sa grande nation et de sa civilisation.

« *Quiconque laisse de côté nos 200 dernières années, voire 600 ans, avec leurs victoires et leurs défaites, et passe directement de la vieille histoire turque à la République, est un ennemi de notre nation et de notre État* », a-t-il déclaré un jour.



- *Le traité de Sèvres (voir le texte) prévoyait un contrôle du territoire de l'Anatolie par l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. Il attribuait à la Grèce la Thrace orientale (Edime) et Smyrne (Izmir) à l'ouest, ainsi que les îles du Dodécanèse. À l'est, les provinces ottomanes de Van, de Bitlis, d'Ézérourm et de Trézibonde revenaient à l'Arménie, tout en assignant un territoire pour un éventuel Kurdistan au sud de l'Arménie. Toute la Mésopotamie arabe, y compris le vilayet de Mossoul, demeurait sous le contrôle de la France (mandat français en Syrie) et de la Grande-Bretagne (mandat britannique en Irak, en Jordanie et en Palestine). Zones d'occupation et annexions prévues par le traité de Sèvres de 1920. DR*

La communauté internationale a commencé à prêter attention au fait que la République Turque (Türkiye) célébrera son centenaire l'année prochaine, période qui est aussi une année électorale pour Erdogan. Dans le même air de ce temps qui tourne autour du destin de Chypre, le département d'État américain a annoncé le 16 septembre - cinq jours seulement avant que Jaishankar ne rencontre Cavusoglu - que Washington levait les restrictions commerciales en matière de défense imposées à l'administration chypriote grecque pour l'exercice 2023.

Le porte-parole Ned Price a déclaré : « *Le secrétaire d'État Antony J. Blinken a déterminé et certifié au Congrès que la République de Chypre a rempli les conditions nécessaires en vertu de la législation pertinente pour permettre l'approbation des exportations, des réexportations et des transferts d'articles de défense.* »

La décision des États-Unis intervient dans le contexte d'une série de contrats conclus récemment par Chypre et la Grèce, notamment un contrat d'achat d'hélicoptères d'attaque à la France et des efforts pour acquérir des systèmes de missiles et de radars à longue portée. La Turquie a appelé les États-Unis « *à reconsidérer cette décision et à poursuivre une politique équilibrée envers les deux parties de l'île* ». Elle a depuis annoncé un renforcement de sa présence militaire dans le nord de Chypre. Soit dit en passant, l'une des « conditions préalables » fixées par l'administration Biden pour reprendre l'aide militaire à Chypre était que Nicosie revienne sur ses relations avec Moscou...

La décision unilatérale des États-Unis signifie aussi un soutien indirect aux revendications maritimes de la Grèce et des chypriotes grecs. Revendications que la Turquie, qui possède le plus long littoral continental de la Méditerranée orientale, rejette comme violant ses droits souverains et ceux des Chypriotes turcs. Il n'est pas certain que ces développements aient été pris en compte dans la discussion entre Jaishankar et Cavusoglu, mais curieusement, l'Inde est aussi actuellement aux prises avec une décision américaine similaire. Celle d'offrir un « paquet » militaire de 450 millions de dollars au Pakistan afin d'améliorer ses avions F-16 à capacité nucléaire.

En effet, le triangle États-Unis-Turquie-Chypre présente des similitudes frappantes avec le triangle États-Unis-Inde-Pakistan. Dans les deux cas, l'administration Biden traite avec des gouvernements pro-américains amicaux à Nicosie et à Islamabad, mais elle est manifestement mécontente du credo nationaliste des dirigeants d'Ankara et de New Delhi.

Il est clair que Washington ne voit pas d'un bon œil le fait que les gouvernements d'Ankara et de New Delhi préservent leur autonomie stratégique. Plus important, la tentative des États-Unis d'isoler la Russie est affaiblie par le refus de la Turquie et de l'Inde d'imposer des sanctions à Moscou.

Les États-Unis s'inquiètent donc du fait que l'Inde et la Turquie, deux puissances régionales influentes, poursuivent des politiques étrangères favorisant la multipolarité du système international. Pluralité qui compromet l'hégémonie mondiale des États-Unis. Par-dessus tout, le fait qu'Erdogan et le Premier ministre Modi entretiennent des relations personnelles chaleureuses et confiantes avec le président russe Vladimir Poutine, est une source de préoccupation pour Washington.

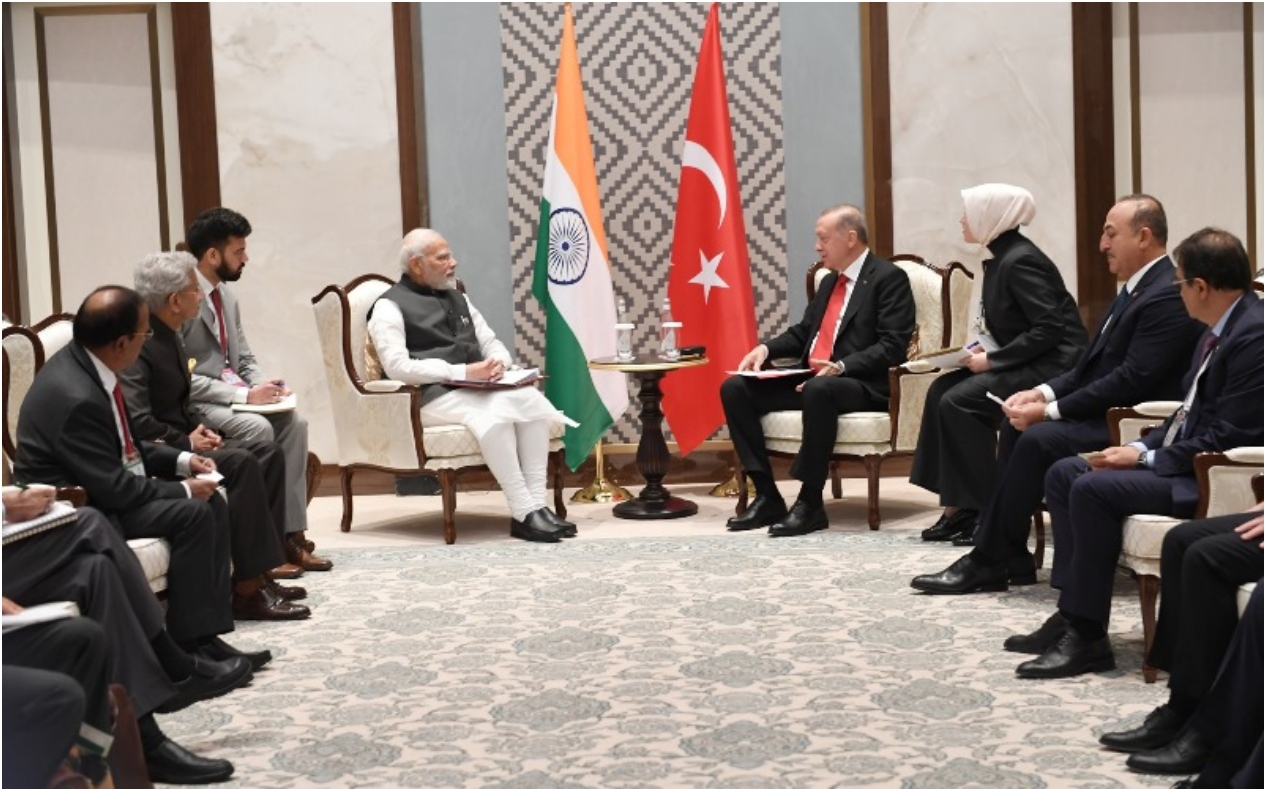


- Le traité de Lausanne (voir le texte) reconnaissait les frontières de la Turquie moderne, qui renonçait à ses anciennes provinces arabes de la Mésopotamie et accordait aux Britanniques la possession de Chypre et à l'Italie les îles du Dodécanèse. En revanche, la Turquie récupérait les anciens territoires perdus lors du traité de Sèvres (1920): à l'ouest, la Thrace orientale et la région de Smyrne (Izmir), à l'est les provinces ottomanes de Van, de Bitlis, d'Erzuroum et de Trébizonde, mais perdait le vilayet de Mossoul au profit des Britanniques et de l'Irak. On ne faisait plus aucune allusion au territoire promis pour le Kurdistan. En 1939, la France allait céder à la Turquie, pour acheter sa neutralité dans la Deuxième guerre mondiale en gestation, le sandjak d'Alexandrette (Antioche, Liwa' al Ikandaroun), territoire syrien, devenu en 1938 la « République du Hatay ». DR

La photo diffusée depuis Samarkand, lors du récent sommet de l'OCS, montrant Erdogan bras dessus, bras dessous avec Poutine, a dû rendre furieux le président Biden. Modi aussi a fait preuve d'un rare moment d'émotion lorsqu'il s'est adressé ainsi à Poutine, toujours à Samarkand le 16 septembre :

« Les relations entre l'Inde et la Russie se sont considérablement approfondies. Nous apprécions également cette relation parce que nous avons été des amis qui se sont côtoyés

à chaque instant au cours des dernières décennies et le monde entier sait aussi comment ont été les relations entre la Russie et l'Inde et entre l'Inde et la Russie et, par conséquent, le monde sait aussi qu'il s'agit d'une amitié indéfectible. Personnellement, d'une certaine manière, le voyage a commencé en même temps pour nous deux. Je vous ai rencontré pour la première fois en 2001, lorsque vous travailliez en tant que chef du gouvernement et que j'avais commencé à travailler en tant que chef du gouvernement de l'État. Aujourd'hui, cela fait 22 ans, notre amitié ne cesse de croître, nous travaillons constamment ensemble pour l'amélioration de cette région, pour le bien-être des gens. Aujourd'hui, au sommet de l'OCS, je vous suis très reconnaissant pour tous les sentiments que vous avez exprimés pour l'Inde. »



- Le premier ministre indien Narendra Modi (à gauche) avec le président turc Recep Erdogan à Samarkand, en Ouzbékistan, le 16 septembre 2022.

Étonnamment, les médias occidentaux ont censuré ce passage dans leurs reportages sur la rencontre Modi-Poutine ! Censure toujours à la suite de la rencontre entre Modi et Erdogan quand la télé publique turque TRT a fait ce commentaire : *Turkiye-India ties have a bright future ahead* (« les liens entre la Turquie et l'Inde ont un brillant avenir ») . Et bien signalé l'intérêt du gouvernement Erdogan à faire progresser les relations avec l'Inde. Les liens entre l'Inde et la Turquie méritent donc d'être considérés comme prioritaires. Ce pays se rapproche des BRICS et de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) et est destiné à devenir un acteur sérieux dans l'ordre mondial multipolaire émergent.



- La Turquie accueille la base aérienne d'Incirlik (Photo), l'une des principales bases militaires stratégiques des États-Unis. La station radar de Kurecik collabore avec l'armée de l'air et la marine américaines dans le cadre d'une mission liée à l'interception et à la défense contre les missiles. La Turquie est une puissance de l'OTAN qui est irremplaçable dans le volet sud de l'alliance. La Turquie contrôle le détroit du Bosphore en vertu de la convention de Montreux (1936). Malgré tous ces atouts et ces services rendus, les États-Unis, qui jouent la carte séparatiste kurde et la Grèce, ne sont pas disposés à entretenir une relation d'intérêt et de respect mutuels avec la Turquie qui est aujourd'hui tentée de se retourner contre l'Otan. DR

Symptomatique du déplacement des plaques tectoniques de l'état des nations, le récent rapport selon lequel la Russie pourrait lancer des vols directs entre Moscou et la République turque de Chypre du Nord, un État soutenu et reconnu uniquement par Ankara. Et il ne fait aucun doute que les États-Unis et l'UE sont en train de reconfigurer la dynamique du pouvoir en Méditerranée orientale en renforçant l'axe Chypre-Grèce, et en envoyant un avertissement à la Turquie pour qu'elle sache où est sa place. Tout au moins celle attribuée par l'Occident. En termes géopolitiques, c'est une autre façon d'ouvrir à Chypre la porte de l'OTAN et un épisode de la nouvelle guerre froide.

L'avenir de l'Asie du Sud peut-il être différent ? La Turquie a de nombreux avantages par rapport à l'Inde, car elle a été un allié de longue date des États-Unis pendant la guerre froide. Elle accueille la base aérienne d'Incirlik, l'une des principales bases militaires stratégiques des États-Unis. La station radar de Kurecik collabore avec l'armée de l'air et la marine américaines dans le cadre d'une mission liée à l'interception et à la défense contre les missiles. La Turquie est une puissance de l'OTAN qui est irremplaçable dans le volet sud de l'alliance. La Turquie contrôle le détroit du Bosphore en vertu de la convention de Montreux (1936).

Pourtant, et en dépit de ce poids de l'histoire, les États-Unis ne sont pas disposés à entretenir une relation d'intérêt et de respect mutuels avec la Turquie. Le Pentagone ne s'aligne-t-il pas ouvertement sur les séparatistes kurdes ? L'administration Obama n'a-t-elle

pas organisé une tentative de coup d'État pour renverser Erdogan, tentative avortée notamment grâce à la Russie ?

M. K. Bhadrakumar

Article original en anglais :



[US Is Recalibrating the Power Dynamic in East Mediterranean. Can South Asia be Far Behind?](#)

Version française : afrique-asie.fr

La source originale de cet article est [Indian Punchline](#)
Copyright © [M. K. Bhadrakumar](#), [Indian Punchline](#), 2022

Articles Par : [M. K. Bhadrakumar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca